

La Roumanie change de visage.

Par Yves Bourdillon

Je ne connais pas un seul industriel occidental qui regrette d'être venu ici », commente Christian Estève, directeur général de Dacia, le constructeur automobile acheté par Renault il y a deux ans. L'affirmation a de quoi surprendre. Après tout, sans succomber aux clichés sur les orphelins, les chiens errants, la manipulation de Timisoara ou, tant qu'on y est, Dracula, la Roumanie a une réputation bien établie de pays arriéré, gangrené par la bureaucratie et la corruption. N'est-il pas, avec la Bulgarie, le seul candidat à l'entrée dans l'Union qui ne pourra adhérer avant 2007 ? Celui où les privatisations d'entreprises aux effectifs généralement pléthoriques ont été les plus lentes et les plus opaques, et où l'économie grise est la plus prégnante (près de 40 % du PIB), les investissements étrangers les plus faibles, à peine 8 milliards de dollars pour 22 millions d'habitants, l'inflation la plus élevée, autour de 30 % l'an dernier ? Quant au salaire moyen des Roumains, à 150 euros par mois, il est un des plus bas d'Europe, et l'ambiance dans les régions rurales près de la frontière moldave évoque un autre siècle... Sans parler d'un environnement législatif tellement volatil qu'on avait « *à peine le temps de traduire un décret qu'il était déjà modifié* », résume un homme d'affaires.

Bref, la Roumanie a gaspillé dix ans là où ses voisins avançaient coudes au corps vers la démocratie et l'économie de marché. Imprégné d'une culture byzantine qui semble considérer qu'on a l'éternité devant soi, le pays s'est égaré dans trois alternances. Les ex-communistes menés par Ion Iliescu, auteurs du coup d'Etat qui a éliminé Nicolae Ceausescu à Noël 1989, n'ont pas osé privatiser et fermer les entreprises publiques, dont les pertes ont absorbé jusqu'au tiers du PNB. Le centre-droit de l'ex-président Emil Constantinescu a remporté les législatives de 1996 sur une plate-forme anticorruption... pour se révéler pire encore que ses prédécesseurs. Sa défaite aux législatives de décembre 2000, face au PSD de Ion Iliescu, sanctionne son discrédit et lui promet une longue traversée du désert. Prenant acte du « retour des rouges », devenus sociaux-démocrates, la communauté internationale a visiblement placé la Roumanie en observation au premier semestre 2001, explique Jean-Pierre

Vigroux, directeur général de l'antenne roumaine de Coopers & Lybrand. Pour compléter ce sombre tableau, le parti xénophobe de Vadim Tudor, qui promet le « peloton d'exécution » aux profiteurs, à ses adversaires, aux Juifs et aux Tziganes, a raflé 20 % des suffrages. Un score traduisant le désarroi de nombreux électeurs ruinés par la faillite frauduleuse d'un fonds d'investissement, le FNI.

Main-d'oeuvre bien formée

Mais la quarantaine semble aujourd'hui terminée, estime le journal économique de référence « Bucarest Business Weekly » (www.bbw.ro). On assiste à un retour des investisseurs, au premier rang desquels figurent, une fois n'est pas coutume, les Français (11 % du stock total d'investissements), tels Lafarge ou Carrefour, juste devant des Allemands très courtisés par le Premier ministre et des Néerlandais qui découvrent les qualités d'une main-d'oeuvre bon marché, travailleuse, flexible et dotée d'une très bonne formation technique. Il est ainsi symptomatique que Dacia, lancé dans le programme « voiture à 5.000 euros », ait divisé par trois en dix-huit mois le nombre de défauts par véhicule et que Michelin exporte depuis peu ses pneus roumains aux Etats-Unis, le marché le plus exigeant du monde. Les PME italiennes du bois, de la chaussure ou du textile ne s'y sont pas trompées qui ont délocalisé ici leur production, notamment dans la région de Timisoara, de culture austro-hongroise, où se concentrent de nombreuses « success stories », comme peut en attester Alcatel. La Roumanie n'est d'ailleurs pas intéressante seulement comme plaque tournante entre la Turquie et l'Union européenne ou comme « sweat shop » de multinationales. Malgré le faible pouvoir d'achat local, le marché des produits de consommation est vaste. En atteste la réussite de Mobilrom, la filiale roumaine de France Télécom dans la téléphonie mobile, déjà riche de 1,7 million d'abonnés, souligne son directeur général Bernard Moscheni. Alors qu'un forfait standard est équivalent à environ 10 % du revenu moyen d'un Roumain !

Sous la houlette d'Adrian Nastase, un jeune Premier ministre d'allure moderne et professionnelle, bientôt conseillé par un haut fonctionnaire français pour les questions d'élargissement, « *l'image du pays a incontestablement changé en un an, même si force est de reconnaître qu'aucune réforme spectaculaire n'a été menée* », mis à part la création d'un secrétariat d'Etat pour les investissements étrangers, résume Jean-Pierre Vigroux. Outre « *une stabilisation de sa situation politique et du cadre juridique, le pays s'est enfin doté d'une loi sur les aides d'Etat et d'une autre sur la transparence des marchés publics* », ajoute Bruno

Leroy, avocat à Bucarest du cabinet Gide Loyrette Nouel.

Privatisations relancées

L'engagement européen semble désormais irréversible, les privatisations ont été relancées, avec la cession du sidérurgiste Sidex, malgré les pertes d'emploi prévisibles, et de Banca Agricola, en attendant celle de Banca Commerciale et de Romtelecom. La Commission européenne a rédigé à l'automne dernier un rapport beaucoup plus positif que d'habitude sur les chances du pays d'intégrer cette Union qui absorbe désormais les deux tiers de ses exportations, et a accepté, décision à l'impact psychologique considérable, de supprimer l'obligation d'un visa pour les citoyens roumains. Pour sa part, le Fonds monétaire international, contraint à moult reprises d'annuler ses crédits pour cause de promesses non tenues en matière de stabilisation économique, a accepté en octobre d'accorder un prêt de 400 millions de dollars. Enfin, sur le front macroéconomique, le pays a enregistré l'an dernier ses meilleures performances depuis la chute de Ceaucescu ; la croissance s'est élevée à 5 % et devrait dépasser 3,5 % cette année. Le gouvernement semble assuré de ramener l'inflation sous les 22 % et le déficit budgétaire n'atteindra sans doute pas 3 % du PIB. Le déficit des paiements courants devrait aussi chuter cette année après être monté à 6 % du PIB en 2001. Quant à la corruption, elle reculerait, même si le Premier ministre est éclaboussé par la diffusion sur Internet de rumeurs signées « Armageddon » qui mettent en cause des membres du gouvernement pour détournement de fonds et, depuis quelques semaines, le scandale impliquant Tony Blair ; ce dernier aurait fait pression sur Bucarest pour obtenir que Sidex soit cédé à l'anglo-indien Ispat, un des contributeurs à sa campagne électorale.

Les candidats à une implantation locale ne doivent pas croire pour autant que la Roumanie est devenue un pays de cocagne. L'héritage de l'ère Ceaucescu demeure très présent dans les mentalités, marquées par le principe « le chef a toujours raison », par un phénomène de « fauche » dans les magasins et entrepôts et par une absence générale d'initiative et de prise de responsabilités. Il est toujours préférable de s'associer avec un partenaire local pour « *trouver les points d'entrée dans l'administration ou auprès des fournisseurs* », souligne Bernard Moscheni. Autre problème, « *les métiers de la gestion n'existaient pas ici en 1989 et demeurent rares aujourd'hui* », ajoute Christian Estève, qui se rappelle que, faute de remontées d'information de ses concessionnaires, le directeur commercial de Dacia ignorait la proportion de particuliers parmi ses

clients ! Dans l'administration, tout ce qui n'est pas explicitement prévu est, a priori, interdit, sauf les bakchichs. Résoudre un problème impose donc chaque fois l'adoption d'une nouvelle ordonnance, jusqu'à constituer un genre de mille-feuille assez indigeste. « *Sans compter que tous les textes sont sujets à interprétation de manière très diverse* », ajoute Bruno Leroy. En outre, quand les entreprises font l'objet d'un redressement fiscal injustifié, elles sont remboursées mais avec des lei dévalués par l'inflation.

Autre élément un peu pénalisant pour les affaires, les dépenses de représentation, publicité, formation et marketing sont faiblement déductibles, explique Bruno Leroy, mais il est vrai que les bénéfices ne sont taxés qu'à 25 %, voire moins pour les activités à l'exportation. En outre, les bras de l'hydre bureaucratique repoussent plus vite que le gouvernement ne parvient à les couper. Par exemple, pour faciliter l'enregistrement d'une entreprise, un guichet unique devait remplacer la douzaine d'instances impliquées auparavant. Mais ce guichet unique ne se sent pas habilité à les court-circuiter, il faut donc toujours accomplir douze démarches, explique un entrepreneur...

Par Yves Bourdillon



PACK NUMÉRIQUE

L'accès aux Echos.fr en illimité
et le journal en PDF dès 22h30

JE M'ABONNE >



À la Une

PME - Régions

Politique - Société

Economie France

Bourse

Monde

Tech - Médias

Industrie - Services

Finance - Marchés

Idées - Débats

L'invité des Echos

Business

Patrimoine

Week-End

Dossiers

[Retour sur www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

Tous droits réservés - Les Echos 2015